

Soutenir ou contester ?

Les mobilisations sociales de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle à Brasilia (2006)

Marie-Hélène Sa Vilas Boas

Volume 29, Number 3, 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1003557ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1003557ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Sa Vilas Boas, M.-H. (2010). Soutenir ou contester ? Les mobilisations sociales de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle à Brasilia (2006). *Politique et Sociétés*, 29(3), 61–75. <https://doi.org/10.7202/1003557ar>

Article abstract

This article, based on the study of Lula's "support" mobilisations during the 2006 presidential elections in Brazil, analyzes the evolution of social movements' collective action towards a leftist government they had helped to bring to power. The ambivalence of this collective action, intertwining support and protest, invites to redefine the notion of "social movement" in order to integrate non-explicit manifestations of protest.

Soutenir ou contester ?

Les mobilisations sociales de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle à Brasilia (2006)

Marie-Hélène Sa Vilas Boas*
Institut d'études politiques, Aix-en-Provence
msavilas@hotmail.com

Nous allons passer un message à Lula: sans nous, tu ne seras pas élu¹ !

S'appuyant sur l'analyse des mobilisations de « soutien » à Lula durant l'entre-deux tours de l'élection présidentielle brésilienne, cet article interroge l'évolution des formes d'action collective des organisations du mouvement social face à un gouvernement qu'elles ont contribué à porter au pouvoir. L'ambivalence des mobilisations de l'entre-deux tours, mêlant soutien et contestation, invite à repenser les définitions de l'objet « mouvement social » afin de prendre en considération les manifestations non explicites de contestation.

This article, based on the study of Lula's "support" mobilisations during the 2006 presidential elections in Brazil, analyzes the evolution of social movements' collective action towards a leftist government they had helped to bring to power. The ambivalence of this collective action, intertwining support and protest, invites to redefine the notion of "social movement" in order to integrate non-explicit manifestations of protest.

La mise en ballottage de Luis Inácio Lula da Silva au premier tour de l'élection présidentielle de 2006 a constitué un événement quelque peu inattendu, tant les sondages n'avaient cessé de proclamer qu'il serait élu dès le premier tour. Cette surprise électorale suscite une redéfinition des stratégies de campagne des candidats. Lula adopte alors un discours qualifié par certains de « résolument de gauche » (Sader, 2006), centré sur une défense des programmes sociaux et l'engagement de ne pas réaliser de nouvelles privatisations. Parallèlement, plusieurs organisations du mouvement social s'investissent dans la campagne. À la suite d'un appel de la Coordenação dos movimentos sociais (CMS) [Coordination des mouvements

* L'auteure remercie Thomas Landwehrlen, Lilian Mathieu et Daniela Rocha de leur relecture de cet article.

1. Intervention d'une militante du Mouvement national de droits humains, le 10 octobre 2006, *Plenária social de Brasília* [Assemblée générale sociale de Brasília].

sociaux]², une série de manifestations sont organisées, en octobre 2006, dans les principales villes du pays, appelant à la réélection de Lula et à la défaite de son concurrent du Partido da Social Democracia Brasileira (PSDB) [Parti de la social-démocratie brésilienne], Geraldo Alckmin.

Ces mobilisations de « soutien » à la candidature de Lula ont alimenté des thèses contradictoires. Pour certains, elles constituent la preuve de l'adhésion des organisations sociales aux inflexions du discours de campagne du candidat *petista*³; pour d'autres, elles ne sont qu'une simple réaction à la possibilité d'une victoire de l'opposition (CEPAT, 2006). Ces deux interprétations n'envisagent toutefois l'action collective de l'entre-deux tours qu'à partir des seuls enjeux électoraux et tendent à négliger le sens que les organisations du mouvement social confèrent à leur engagement.

Plus généralement, ce type de mobilisation, que nous qualifions par défaut de « soutien » à un acteur politique, a été peu étudié. Les travaux réalisés sur les rassemblements dans les régimes populistes (Hermet 2001 ; González Alemán, 2008) ou sur les actions concertées de « soutien », telles que la manifestation gaulliste du 30 mai 1968 (Georgi, 1995 ; Tartakowski, 1998), se concentrent principalement sur leurs effets en termes de légitimation du pouvoir politique ou de construction de leadership. C'est donc principalement à l'aune des dynamiques du champ politique que ces manifestations sont appréhendées et moins pour elles-mêmes⁴. Les divers courants de la sociologie des mouvements sociaux n'ont pas réellement prêté attention à ce type d'action collective en raison, sans doute, de la délimitation de l'objet de ce champ disciplinaire. Un « mouvement social » étant parfois caractérisé par son opposition à l'État ou à un adversaire⁵ et/ou au recours à des modalités d'actions protestataires (Fillieule, 1997), on comprend que les manifestations de « soutien » à un acteur politique aient été quelque peu écartées du champ d'analyse. Cependant, selon le contexte politique, l'action contestataire ne constitue pas nécessairement le mode d'action collective privilégié pour critiquer le pouvoir (Fillieule, 2009). Les travaux réalisés sur les sociétés musulmanes ont, par exemple, montré l'intérêt de ne pas exclure du champ d'investigation de la sociologie des mouvements sociaux les formes moins explicites de contestation, telles que les résistances individuelles et collectives (Bennani-Charbi et Fillieule, 2003⁶). Olivier Fillieule (2009 : 10) invite également à repenser les définitions de l'objet « mouvement social » et, partant, les frontières de ce sous-champ disciplinaire afin de tenir compte de « la modification des stratégies d'action (essoufflement, innovation, radicalisation etc.), la transforma-

-
2. La CMS, créée en août 2003, regroupe une cinquantaine d'organisations, dont la CUT, le MST et l'UNE.
 3. Adilar Cigolini, Francisco Mendocha et Irani dos Santos (2007) déclarent ainsi : « Lors de la campagne du second tour en 2006, quand les programmes électoraux des deux candidats ont été plus précis, des milliers de militants et des mouvements sociaux ont soutenu Lula qui a accentué son discours à gauche et a promis un gouvernement meilleur que le premier. »
 4. Sur la critique de l'analyse des mouvements sociaux à partir des seuls enjeux du champ politique, voir les travaux de Lilian Mathieu (2002).
 5. Selon Charles Tilly (1994), les mouvements sociaux sont porteurs d'une confrontation avec l'État. Erik Neveu (1996 : 10) propose, quant à lui, une définition plus souple, mais place également l'opposition au cœur de sa définition. Selon lui, un mouvement social est une action concertée en faveur d'une cause et une action contre, c'est-à-dire reposant sur l'identification d'un adversaire.
 6. Voir également les communications de la session thématique intitulée « Aux marges des mouvements sociaux : les arts de la résistance » présentée lors du congrès de l'Association française de science politique de septembre 2009.

tion du rapport aux autorités (niveaux de répression, collaboration, institutionnalisation), soit encore la «force du nombre», c'est-à-dire les phénomènes de mobilisation/démobilisation». En nous inspirant de la critique de cet auteur, nous souhaitons montrer que le fait d'analyser les actions collectives n'ayant en apparence pas pour objectif de contester le pouvoir permet d'interroger la variation des stratégies des organisations du mouvement face à un gouvernement qu'elles ont contribué à porter au pouvoir.

Les mobilisations organisées durant l'entre-deux tours de l'élection présidentielle brésilienne sont, à ce titre, exemplaires. À la suite de la mise en ballottage de Lula, plusieurs organisations du mouvement social jusqu'alors relativement discrètes, telle l'União Nacional dos Estudantes (UNE) [Union nationale des étudiants]⁷, ou ouvertement critiques, à l'instar du Movimentos dos trabalhadores sem terras (MST) [Mouvement des travailleurs sans Terres]⁸, changent de stratégie et expriment, dans la rue, leur soutien à la candidature *petista*⁹. Une action collective similaire est menée en 2005, lorsque le scandale du *mensalão*¹⁰ éclate, fragilisant le gouvernement¹¹. Le soutien manifesté par les organisations du mouvement social en 2005 comme en 2006 ne se résume toutefois pas à une simple réaction de défense d'un gouvernement et/ou d'un président déstabilisé. En effet, si ces mobilisations ont pour objectif immédiat la mise en scène d'un soutien à des fins de légitimation du pouvoir, elles constituent également une ressource pour s'ériger en interlocuteur légitime du gouvernement et revendiquer une réorientation de la politique économique adoptée. Le soutien et la contestation sont, dans notre cas d'étude, entremêlés.

Cet article repose sur une étude de cas des mobilisations menées dans le district fédéral (DF, c'est-à-dire Brasília et ses satellites), que nous avons accompagnée d'un travail d'observation¹² et de la réalisation d'entretiens¹³. Dans le DF, la campagne électorale est concentrée dans les médias et les comités de campagne jusqu'au soir du premier tour. Elle gagne les rues de la capitale, à la suite de la tenue d'une «assemblée générale» convoquée par le MST et le Gritos dos excluidos [Cri des exclus].

Un retour sur les conditions d'émergence et d'évolution du Partido dos trabalhadores (PT) [Parti des travailleurs] et de ses «réseaux» (Sawicki, 1997) nous permettra de comprendre la dualité de l'action collective menée durant l'entre-deux

7. L'UNE, créée en 1937, constitue aujourd'hui la principale organisation étudiante du pays. Cette organisation avait décidé de soutenir publiquement la candidature de Lula en 2002 à l'issue d'un référendum tenu en son sein.

8. Le MST a été créé en 1984 et s'est progressivement affirmé comme la principale organisation de lutte pour la réforme agraire. Il regroupe près de 250 000 familles, soit un million de personnes environ. Il a soutenu publiquement Lula durant l'élection présidentielle de 2002.

9. Relatif au PT.

10. Le scandale du *mensalão* désigne l'achat, par l'exécutif, de votes de parlementaires.

11. Lula perd en effet plusieurs de ses proches collaborateurs en 2005 et 2006, parmi lesquels José Dirceu, alors ministre de la *Casa Civil* (l'équivalent du premier ministre), Luiz Gushiken, ministre des Affaires stratégiques de la présidence de la République (*Chefia de Assuntos Estratégicos da Presidência da República*), le président du PT José Genoïno, le ministre de l'Économie Antonio Palocci, ainsi que Delúbio Soares, alors trésorier du PT.

12. Notre présence à Brasília, lors de l'élection de 2006, nous a permis d'assister aux réunions préparatoires des manifestations de soutien ainsi qu'aux diverses manifestations réalisées durant la période.

13. Cinq entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des acteurs qui ont participé à l'organisation des mobilisations d'octobre 2006. Nous avons ainsi rencontré le représentant de la communication de la CUT-DF, le responsable du «secteur» culturel du MST-DF, un militant de l'UNE, une des dirigeantes de la LBL, ainsi qu'une des dirigeantes du PT-DF. Les entretiens et les propos rapportés dans cet article ont été énoncés en portugais. Ils ont été librement traduits par l'auteure.

tours, oscillant entre le relais et la remise en cause de la campagne *petista*. Nous verrons, dans un troisième temps, comment la mise en scène du soutien peut constituer une ressource pour l'action contestataire.

La progressive distanciation des réseaux sociaux du Partido dos trabalhadores

L'investissement des organisations sociales dans la campagne électorale n'avait rien d'évident, du moins lorsqu'on considère l'évolution des relations entre le PT et « l'espace des mouvements sociaux » (Mathieu, 2007). En effet, si la fondation du PT est le fruit de l'action concertée de plusieurs acteurs, parmi lesquels le nouveau syndicalisme et les organisations populaires urbaines, la consolidation de ce parti ainsi que l'expérience du gouvernement national s'accompagnent d'un progressif relâchement des liens entre la branche gouvernementale du PT et certains de ses réseaux. Aussi, à la veille de l'élection de 2006, la candidature de Lula ne suscite-t-elle plus l'engouement de 2002.

L'émergence de nouveaux acteurs de l'espace contestataire

À la veille de la transition démocratique brésilienne, l'ouverture politique initiée par la réforme de 1979 est accompagnée de l'apparition de « nouveaux acteurs » partisans et sociaux au Brésil. Une série d'organisations urbaines, en particulier d'associations de quartiers, et de « nouveaux mouvements sociaux », tels que les organisations féministes et de lutte contre le racisme, (ré)apparaissent (Sader, 1988) et s'engagent dans la lutte pour la démocratisation du régime, tout en s'érigeant en acteurs autonomes face à l'État (Teixera *et al.*, 2002). C'est également durant cette période qu'émerge le « nouveau syndicalisme », dont le principal acteur, la Central Única dos Trabalhadores (CUT) [Centrale unique des travailleurs], revendique, de la même façon, son autonomie à l'égard de l'arène institutionnelle (Rodrigues, 1997).

Selon Ana Maria Doimo (1994), la transition démocratique constitue une période de constitution d'un « champ » des mouvements sociaux, composé d'organisations urbaines ayant en commun de rejeter la tutelle de l'État, de favoriser le recours à des modes d'action contestataire et d'inscrire leurs revendications dans un cadre plus ample de lutte pour la citoyenneté (Teixera *et al.*, 2002). Nous préférons, pour notre part, désigner ce même processus en évoquant l'émergence d'un « espace des mouvements sociaux », dans la mesure où, comme le souligne Lilian Mathieu (2007: 139), les mouvements sociaux « ne dispose[nt] pas d'un degré d'objectivation, de structuration et d'institutionnalisation suffisant pour correspondre à ce que Pierre Bourdieu, dans ses définitions les plus rigoureuses, définit comme champ ». Le concept plus souple d'« espace des mouvements sociaux » désigne ainsi « l'univers de pratique et de sens qui s'est constitué et autonomisé dans et par le développement des luttes [sociales] » (cité dans Mathieu, 2004: 52). Ce concept nous permettra, plus en avant, d'appréhender les zones d'interpénétration de l'espace des mouvements sociaux avec le champ politique ainsi que les dynamiques de dilution du premier dans le second.

Cette période d'effervescence collective est concomitante à la création d'un nouveau parti: le Partido dos trabalhadores. Créé en 1981, le PT rassemble, lors de sa formation, de nombreux acteurs du nouveau syndicalisme, des associations de quartier ainsi que des universitaires (Meneguello, 1991). À Brasilia, le PT est principalement fondé par des militants qui s'étaient préalablement engagés dans des mouvements étudiants, syndicaux et populaires (Rocha, 2007: 104-105). Le multi-positionnement des acteurs au fondement de la construction du PT ainsi que la période d'effervescence sociale durant laquelle il est créé influencent la structuration partisane ainsi que les revendications portées par ce parti; le PT privilégie, durant ses premières années de création, l'espace de la vie contestataire sur le champ institutionnel (Sa Vilas Boas, 2006). L'espace des mouvements sociaux et le PT connaissent alors une certaine interpénétration.

Un progressif relâchement des liens entre l'espace des mouvements sociaux et le Partido dos trabalhadores

La consolidation du PT sur le territoire brésilien ainsi que la conquête de plusieurs municipalités à partir de la fin des années 1980 s'accompagnent d'une progressive évolution de sa structuration: une branche «gouvernementale» s'autonomise avec la multiplication d'expériences de gouvernements locaux (Rocha, 2007). Le PT connaît, en outre, une diversification du profil de ses militants. À Brasilia, Daniela Castro Rocha (*id.*: 319-352) montre que, tout en restant un espace de militantisme et de sociabilité, l'organisation partisane accueille, durant le mandat de Christovam Buarque dans le DF¹⁴, des militants moins «traditionnels» n'ayant pas de trajectoire militante antérieure à leur engagement dans le parti.

La consolidation du PT dans le champ politique suscite une complexification de la structuration partisane ainsi qu'un investissement croissant de l'arène institutionnelle par la branche gouvernementale du parti. Parallèlement, les acteurs de l'espace des mouvements sociaux connaissent également des mutations. Kathryn Hochstetler (1997) estime que le processus de consolidation démocratique ainsi que la multiplication d'arènes de consultation aux divers échelons de gouvernement favorisent le recours à des modes d'action diversifiés. On observerait, selon elle, l'émergence d'un répertoire «participatif» durant les années 1990, n'excluant toutefois pas le recours à des modes d'action collective contestataire, ce dont témoignent les mouvements de grève des salariés des entreprises de production de pétrole en 1995 ou les mobilisations paysannes organisées cette même année.

L'élection de Lula en 2002 constitue un événement pour les acteurs de la gauche du champ politique. Toutefois, le premier mandat ne correspond pas nécessairement aux attentes des organisations. Le maintien d'une rigueur économique et monétaire ainsi que certaines des réformes adoptées durant le premier mandat, telle la réforme des pensions des fonctionnaires, suscitent de nombreuses critiques de la part de certains alliés traditionnels du PT. La création en août 2003 de la Coordination des mouvements sociaux atteste ainsi d'une certaine recomposition des liens entre organisation partisane et acteurs sociaux. Cette confédération d'organisations se

14. Aujourd'hui membre du Partido democrático trabalhista (PDT) [Parti démocrate travailliste], Christovam Buarque s'est présenté en 1994 sous la bannière du PT au poste de gouverneur et remporta l'élection. Il gouverna le DF de 1995 à 1998.

constitue, indépendamment des partis, afin de discuter des thématiques traitées par le Conseil de développement économique et social créé sous le gouvernement Lula (Hochstetler, 2004). Au sein de la CMS se consolide progressivement une position unitaire et critique à l'égard de l'orientation économique du gouvernement, illustrée par la *Carta ao povo brasileiro* [Lettre au peuple brésilien]¹⁵, laquelle énonce :

Lors des dernières élections, avec l'espoir de réaliser des changements à l'égard de la politique néolibérale pratiquée depuis les années 1990, le peuple brésilien a élu le président Lula. Jusqu'à aujourd'hui, nous estimons que peu de choses ont changé et que nous assistons à un mandat rempli de contradictions. D'un côté, le gouvernement a conservé une politique économique néolibérale, résultat de ses alliances conservatrices. De l'autre, il adopte un discours fondé sur la priorité du social et une politique extérieure souveraine d'alliance avec les pays en développement.

À la veille des élections de 2006, le bilan du gouvernement fait l'objet de nombreuses réserves. La victoire annoncée, dès le premier tour, du candidat *petista* atténuée en outre les enjeux d'une élection se déroulant avant tout dans les comités de campagne et les médias. La mise en ballottage de Lula, dans un contexte où le PT est accusé de corruption par ses adversaires¹⁶, mène toutefois à une évolution des stratégies adoptées par chacun des acteurs. Plusieurs organisations du mouvement social saisissent la « défaite » de Lula au premier tour pour entrer dans la campagne et infléchir son déroulement.

Les mobilisations de l'entre-deux tours : entre relais et remise en cause de la campagne *petista*

À la suite de l'« assemblée générale » du 10 octobre, convoquée par le MST et le Gritos dos excluidos et réunissant une trentaine de militants associatifs, syndicaux et quelques représentants du PT, plusieurs manifestations appelant à voter pour Lula sont tenues dans la ville. Si ces actions collectives mettent en scène le soutien des organisations sociales à la candidature *petista*, elles s'inscrivent également dans une remise en cause du déroulement de la campagne menée par le PT et visent à la redéfinition de ses enjeux.

15. « *Carta ao povo brasileiro. Contra a desestabilização política do governo e contra a corrupção: Por mudanças na política econômica, pela prioridade nos direitos sociais e por reformas políticas democráticas!* » [Lettre au peuple brésilien. Contre la déstabilisation politique du gouvernement et contre la corruption : pour des changements de politique économique, pour donner la priorité aux droits sociaux et pour des réformes politiques démocratiques!], Brasília, 21 juin 2005, document électronique. [Traduction libre.]

16. À quelques jours du premier tour, le scandale du « dossier » éclate et fragilise le PT. Des responsables partisans *petistas* sont soupçonnés d'avoir monté un dossier visant à compromettre le candidat du PSDB au poste de gouverneur de São Paulo, José Serra. Ce scandale attise les cendres des scandales passés, tout en semant le doute quant à l'innocence de Lula dans ces affaires.

« Deux projets en opposition » : la construction d'une interprétation commune des enjeux électoraux

Alors que les critiques de continuité entre les mandats *tucano*¹⁷ et *petista* étaient dominantes jusqu'à la veille du premier tour, c'est au motif de l'existence de « deux projets en opposition » que les organisations du mouvement social justifient leur engagement dans la campagne durant l'entre-deux tours. Une telle définition des enjeux de l'élection ne saurait être interprétée comme une simple conséquence de l'évolution du discours de Lula. L'opposition établie entre Lula et Alckmin résulte plus d'un processus de construction d'une interprétation commune des enjeux électoraux¹⁸, justifiant les mobilisations sociales, que d'un ralliement aux inflexions du discours de campagne *petista*. En effet, l'assemblée générale du 10 octobre 2006 convoquée par le MST-DF et le Gritos dos excluidos regroupe des acteurs variés¹⁹ n'ayant pas nécessairement la même perception du mandat de Lula, ni les mêmes objectifs. Par exemple, si la CUT est entrée dans la campagne dès le premier tour pour soutenir la candidature de Lula, le MST ne s'est rallié publiquement à ce dernier qu'au lendemain du premier tour. Selon le représentant du secteur culturel MST-DF, « Nous avons fait campagne contre la droite car nous avons peu d'attentes à l'égard d'un prochain mandat de Lula, même si nous savons très bien quelle est la différence entre Lula et Alckmin. Nous ne sommes pas allés dans la rue lors du premier tour car cela aurait signifié légitimer ce qu'il n'a pas fait en termes de politiques sociales²⁰. » De même, une militante de la Liga Brasileira de Lesbicas (LBL) [Ligue brésilienne des lesbiennes] évoque : « Nous n'avons pas soutenu Lula au premier tour, mais Héloïsa Helena. Au second tour, nous avons participé aux manifestations car, malgré toutes les contradictions du gouvernement Lula, nous savions qu'il y avait deux projets en opposition. »

Durant l'entre-deux tours, la portée des candidatures de Lula et d'Alckmin est définie comme une confrontation plus générale entre groupes sociaux. Marina, militante du MST-DF, initie l'assemblée générale comme suit : « Une victoire d'Alckmin ne serait pas seulement une défaite de Lula pour les erreurs du PT. Ce serait une victoire de la bourgeoisie sur les mouvements populaires. Nous, en tant que mouvement social, devons travailler à vaincre la droite. Il s'agit d'une lutte des classes²¹. » De même, selon une militante du Movimento Nacional de Direitos Humanos (MNDH) [Mouvement national des droits humains], « Derrière Alckmin, il existe toute une histoire d'arbitraire politique. Sans compter le facteur régional. Notre évaluation est que l'on vote pour Lula dans les régions les plus pauvres. Le peuple est pour la première fois intégré à la politique. Avec Alckmin, il existe un risque d'apartheid social²². »

17. Relatif au PSDB.

18. Ainsi que le rappellent David A. Snow et Robert D. Benford (1988), l'existence d'intérêts communs n'est pas inhérente au processus de mobilisation, mais résulte d'un processus de définition collective fondé, notamment, sur la détermination d'une interprétation commune de la réalité.

19. Cette assemblée générale sociale regroupait des membres du MST, de la CUT, de l'UNE, du MNDH, de la LBL, du MTD, du MMC, du Movimento dos Catadores de Lixo Reciclável (MCLR) [Mouvement des collecteurs de déchets].

20. Entretien le 15 janvier 2007.

21. Intervention lors de l'assemblée générale du 10 octobre 2006.

22. *Id.*

Les enjeux du scrutin sont ainsi interprétés à partir d'un cadre d'interprétation «classiste» et de «conflit pour l'hégémonie», selon la terminologie gramscienne particulièrement mobilisée par les dirigeants des mouvements sociaux (Dagnino, 2000), justifiant leur entrée en scène dans la campagne. Cette redéfinition des enjeux immédiats permet, en outre, aux organisations de revendiquer leur «autonomie» à l'égard de la campagne *petista*. Ainsi, lors de l'assemblée générale du 10 octobre, un représentant de la communication du PT-DF exhortant les participants à se mobiliser en faveur de Lula est interrompu par l'animateur du débat, militant du MST, qui affirme : « Nous ne sommes pas ici pour parler des vertus d'Alckmin, ni d'un simple soutien conjoncturel au PT. Ce que nous voulons, c'est discuter d'un projet de société pour le Brésil. Le débat porte sur la manière dont nous pouvons prendre position sans perdre notre autonomie. »

Si l'investissement des rues a pour objectif premier de mettre en scène l'adhésion des organisations sociales à la candidature de Lula, il s'inscrit également dans une stratégie de redéfinition du sens à conférer à cette dernière. Cette dualité caractérise également la forme d'action collective favorisée, oscillant entre le relais et la remise en cause de la campagne de Lula.

La mise en scène du soutien : légitimation ou remise en cause ?

L'assemblée générale du 10 octobre 2006 est suivie de la tenue de diverses manifestations dans les rues, les sites stratégiques de la ville (la gare routière notamment) et les universités. Ces actions collectives reposent sur la distribution de tracts, la représentation d'une pièce de la brigade d'agitation-propagande, ainsi que la réalisation de marches, en particulier lors de la journée de mobilisation nationale convoquée par la CMS le 19 octobre 2006. La forme d'action collective employée revêt alors un caractère stratégique (Tilly, 1986), puisque l'investissement des rues permet de mettre en scène l'assise populaire dont bénéficie Lula tout en prenant le contre-pied du déroulement de la campagne *petista*.

Les modes d'action privilégiés ainsi que la justification de leur engagement s'inscrivent, en effet, dans une théâtralisation de l'imagerie «luliste²³». Ainsi que le suggère un militant du Movimento dos Trabalhadores Desempregados (MTD) [Mouvement des travailleurs chômeurs] durant l'assemblée générale du 10 octobre, «Le mythe du PT a été démonté, mais pas celui de Lula ; il nous faut jouer sur cela.» L'investissement des rues permet de raviver le mythe d'un représentant élu «par le peuple et pour le peuple». Le mandat de Lula est donc valorisé pour ses résultats sociaux. Le tract *Os movimentos sociais na rua por Lula e pelo Brasil* [Les mouvements sociaux dans les rues pour Lula et pour le Brésil] mentionne que le premier mandat de Lula a permis à «3,2 millions de personnes [de sortir] de la pauvreté», à «sept millions [d'atteindre] la classe moyenne» et qu'il est à la base de la création de

23. Relative à Lula.

«six millions d'emplois»²⁴. Les organisations du mouvement social relaient d'ailleurs le document de campagne *petista* intitulé *13 motivos para reeleger Lula* [13 motifs pour réélire Lula]²⁵, tout en lui conférant une légitimité «populaire».

La dimension légitimatrice n'est toutefois pas le seul déterminant de cette action collective. Le recours à un répertoire d'action traditionnellement associé à l'action contestataire, s'il révèle l'éventail restreint des modalités disponibles de l'action collective (Tilly, 1984), s'inscrit également dans une remise en cause du déroulement de la campagne de Lula. De fait, durant des mois, Lula avait conduit une campagne très personnalisée et professionnalisée le présentant bien plus comme un président au-dessus des clivages partisans que comme candidat *petista*. Cette façon de présenter Lula s'attestait par le biais des marqueurs symboliques : la couleur rouge de l'étoile *petista* était substituée par un ensemble de tons évoquant les couleurs du Brésil ; les références au PT (notamment l'emploi d'un vocabulaire cher à ses militants) étaient rares. Les mobilisations de l'entre-deux tours constituent l'occasion de contester les choix du PT pour la réalisation de la campagne. Selon une militante du Movimento de Mulheres Camponesas (MMC) [Mouvement de femmes paysannes], la mise en ballottage doit ainsi être mise à profit pour «montrer qu'une élection ne se gagne que dans la rue»²⁶. Aussi, si le discours de campagne de Lula est en partie relayé, le recours à un ensemble de symboles et à un cadre d'interprétation classiste redéfinit-il la portée du programme *petista* : «des drapeaux rouges encadrent le cortège de la manifestation du 19 octobre afin de "rougir" (*envermelhar*) la campagne, en terminer avec le vert et le bleu»²⁷ ; les interventions publiques des dirigeants des organisations du mouvement social reposent sur une série de figures antinomiques, l'ouvrier contre le médecin, les classes populaires contre la bourgeoisie, le nord du pays contre le sud. Enfin, au-delà du soutien explicite à Lula, les mobilisations de l'entre-deux tours constituent une action collective de réaffirmation des revendications des organisations sociales. Durant l'assemblée générale du 10 octobre 2006, un militant du MST affirme : «Notre première tâche est de faire en sorte que le gouvernement Lula soit réélu. Mais nous devons aussi critiquer les erreurs du PT. Aujourd'hui, la question économique, la réforme agraire ne sont plus sur l'agenda. Nous ne passerons pas à nouveau quatre ans à faire l'impasse sur ces questions.» Certaines des expressions publiques de soutien à la candidature de Lula alternent entre un registre de valorisation du bilan du mandat du président et la mise en lumière des problèmes sociaux. Par exemple, une pièce de la Brigade d'agitation-propagande intitulée *Cabo de Guerra da Esquerda contra a Direita*²⁸ [Tir à la corde de la gauche contre la droite], présentée à Brasilia et opposant la droite et la gauche sous le regard d'un juge, évoque plus les priorités que les acteurs souhaiteraient inscrire au programme électoral que le bilan du gouvernement Lula :

24. Premier paragraphe du tract, octobre 2006, miméo. [Traduction libre.]

25. L'un des tracts de la campagne du PT évoque successivement le fait que le premier mandat a déjà créé «7,5 millions d'emplois» (point 1), que «3,2 millions de Brésiliens ont dépassé le seuil de pauvreté» (point 2) et que «sept millions de personnes ont accédé à la classe moyenne» (point 4). (PT, *13 motivos para reeleger Lula*, 2006, miméo.) [Traduction libre.]

26. Intervention durant l'assemblée générale du 10 octobre 2006.

27. Intervention d'une militante du MHDH durant l'assemblée générale du 10 octobre 2006.

28. Principalement composée de militants du MST et du MTD, la Brigade d'agitation-propagande ne s'est toutefois pas présentée durant l'entre-deux tours comme étant liée aux groupes précités, mais comme une brigade «de gauche».

- Droite** – Massacrer, écraser, criminaliser
 Vendre les entreprises publiques
 Faire des bénéfices, faire des bénéfices, faire des bénéfices
 C'est vous...
 Qui allez payer.
- Gauche** – Réforme agraire, santé, travail et éducation
 Avec un projet populaire
 Nous construisons la nation²⁹.

Le répertoire d'action et les discours adoptés lors des manifestations en faveur de la candidature de Lula relèvent, ainsi, à la fois du soutien et de la remise en cause. Dans cette perspective, si l'investissement des rues s'inscrit dans une légitimation de la candidature de Lula, il permet également aux organisations du mouvement social de revendiquer une redéfinition des relations qu'elles entretiennent avec la branche gouvernementale du PT et l'organisation partisane.

Le soutien comme ressource pour l'action contestataire

Le soutien apporté à la candidature de Lula constitue une ressource permettant aux organisations du mouvement social de revendiquer le statut d'interlocuteur légitime de la gauche de gouvernement. L'entre-deux tours de l'élection présidentielle constitue, en effet, une période de négociations des relations entre acteurs sociaux et gouvernement national, ainsi qu'une période de consolidation d'un groupe revendicatif au sein de l'espace des mouvements sociaux. La mise en scène du soutien est ainsi suivie d'actions collectives plus ouvertement protestataires, alors que la légitimité du président Lula a été renouvelée par les urnes.

Négocier la relation entre les organisations du mouvement social et la gauche de gouvernement

L'investissement des organisations sociales dans la campagne électorale de 2006 est à l'origine une réflexion plus générale sur l'évolution du PT. L'expérience du gouvernement fédéral accentue une tension, objet de débats depuis la fin des années 1980, entre l'institutionnalisation du parti et le projet d'organisation des bases militantes. L'«échec» du premier tour du scrutin présidentiel de 2006, interprété comme la preuve des limites de la stratégie d'institutionnalisation du parti, permet aux organisations du mouvement social de réaffirmer leur rôle dans la construction du PT ainsi que dans son ascension dans le champ politique. Selon un militant, «Nous avons progressivement accepté les règles du jeu imposées par un groupe interne au PT. Nous devons renverser ce processus et cela ne sera possible qu'en menant le peuple dans la rue. À partir du prétexte des élections, il nous faut discuter d'un projet différent de celui que proposent le PT et le gouvernement³⁰.» C'est donc l'identité partisane *petista* qui est l'objet de négociations durant l'entre-deux tours et plus particulièrement le poids des bases sociales dans la définition des orientations du PT. L'autonomisation de la branche gouvernementale ainsi

29. Brasília, 2006, miméo. [Traduction libre.]

30. Intervention d'un militant d'une organisation de collecte des déchets, le 10 octobre 2006.

que les alliances conclues avec les partis de centre et de droite, parmi lesquels le Partido republicano (PR) [Parti républicain] dont le principal représentant, José Alencar, occupe la vice-présidence de la République, sont érigées en causes de la «défaite» du premier tour, appelant une redéfinition des interlocuteurs privilégiés du gouvernement Lula. Durant l'assemblée plénière sociale, une militante du MMC déclare: «L'aspect positif de cette conjoncture est de montrer à Lula que la force du peuple est puissante et qu'il doit davantage valoriser les mouvements populaires [...] parce que les alliances avec la bourgeoisie ne mènent à rien.» De même, lors de la journée de mobilisation nationale du 19 octobre 2006, dix représentants d'organisations sociales présentent au ministre du Développement social Patrus Ananias un document intitulé *13 pontos para um projeto popular para o Brasil* [13 points pour un projet populaire pour le Brésil], lequel débute comme suit: «Les mouvements sociaux sortent dans les rues pour défendre votre (M. Le Président) second mandat avec l'attente que les luttes avancent, qu'un projet populaire pour le Brésil se consolide, ce qu'il ne sera possible de réaliser qu'avec la participation effective du peuple et de ses organisations sociales³¹.»

L'investissement des acteurs sociaux dans la campagne électorale leur permet, enfin, de revendiquer leur rôle dans la victoire de Lula et, par conséquent, leur légitimité à définir la portée de la réélection du président, en transposant le cadre d'interprétation défini durant les manifestations de soutien aux résultats électoraux. Ainsi, lorsque Lula affirme, au lendemain de l'élection, ne plus représenter la gauche du paysage politique brésilien³², il lui est opposé le «cadre d'action» des mobilisations sociales de l'entre-deux tours. João Paulo Rodrigues, membre de la coordination nationale du MST, répond de la sorte à la déclaration de Lula: «Le président a été élu par une base de gauche et il sait que nous avons une force réelle de mobilisation. Nous allons rivaliser avec le secteur financier et les forces conservatrices du Congrès pour avoir une place dans le gouvernement³³.»

Au lendemain de la réélection de Lula, les organisations du mouvement social continuent d'investir les rues, non pas pour manifester leur soutien au président, mais pour réclamer du gouvernement une meilleure prise en compte de leurs revendications. La mise en scène du soutien est alors abandonnée au profit d'une action ouvertement contestataire.

De la mise en scène du soutien à l'action contestataire

Les actions collectives s'intensifient au lendemain de l'élection de Lula. Le soutien laisse la place à la réalisation d'actes de contestation. En effet, durant le mois de décembre, plusieurs journées de mobilisation nationale sont organisées par la CMS ou les organisations la composant: le 4 décembre 2006, la UNE et la CMS manifestent contre la politique économique du premier mandat de Lula et revendiquent une redistribution conséquente des revenus; les 6 et 7 décembre, deux

31. Brasília, 2006, miméo.

32. Voir l'article du journal *Folha de São Paulo*, 2006, «Lula diz que maturidade o afastou da esquerda» [Lula dit que la maturité l'a éloigné de la gauche], 11 décembre.

33. João Paulo Rodrigues, cité dans l'article du journal *Estado de São Paulo*, 2006, «Entidades querem levar o governo para esquerda» [Les organisations veulent tirer le gouvernement vers la gauche], 14 décembre.

jours de mobilisation nationale sont organisées par la CUT pour la revalorisation du salaire minimum. Le MST multiplie, en outre, les occupations de terres improductives au début de l'année 2006, avec le soutien de divers syndicats affiliés à la CUT.

Cette recrudescence de l'action collective contestataire puise en partie ses origines dans l'entre-deux tours. Les manifestations de soutien constituent en effet une période de coordination entre organisations, durant laquelle a été consolidée une interprétation commune des stratégies d'actions à adopter pour infléchir l'orientation du second mandat de Lula. Selon un militant de l'UNE, durant l'assemblée générale du 10 octobre 2006, « Le gouvernement Lula ne correspondait pas à ce que nous souhaitions parce que nous n'étions pas dans la rue. » De même, un représentant de la CUT-DF affirme : « Nous avons gagné le gouvernement mais nous n'avons pas gagné l'État. C'est à nous de tirer le gouvernement à gauche³⁴. » Au lendemain de l'élection présidentielle, la CMS appelle à multiplier les mobilisations « de pression³⁵ » durant le second mandat de Lula. La « Lettre de la CMS », adoptée lors de son assemblée générale du 11 novembre 2006, énonce :

Nous devons être prêts à réaliser de grandes mobilisations, à renforcer l'unité et à garantir l'autonomie des mouvements sociaux pour faire valoir la volonté des urnes [...] Nous, membres de la CSM, appelons tous ceux qui veulent construire ce nouveau Brésil, plus juste et égalitaire, à sortir dans les rues et à radicaliser le combat pour les changements de politique économique, pour l'adoption d'une réforme politique démocratique, pour la démocratisation des moyens de communication et pour la consolidation d'une intégration solidaire du peuple latino-américain³⁶.

En constituant une période de coordination entre les organisations du mouvement social, l'action collective de l'entre-deux tours a, dans une certaine mesure, contribué à une poussée d'autonomie de « l'espace des mouvements sociaux » et favorisé la réémergence de l'action contestataire, au lendemain de l'élection présidentielle.

* * *

L'étude des mobilisations de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle de 2006 au Brésil permet d'interroger l'évolution des stratégies d'action des organisations du mouvement social face à une gauche de gouvernement qu'elles ont contribué à porter au pouvoir. L'élection de Lula à la présidence, en 2002, est suivie d'un certain recul de l'action contestataire, en dépit des nombreuses critiques adressées par les organisations sociales et syndicales à l'orientation économique du gouvernement Lula. Durant le premier mandat, les acteurs sociaux ont investi les rues, tantôt pour contester

34. Entretien avec le représentant des relations avec la presse de la CUT-DF, le 26 janvier 2007.

35. Kathryn Hoschstetler (2004) distingue les mobilisations de « pression » des mobilisations d'opposition. Les premières supposent que les « projets » des organisations sociales et du gouvernement soient perçus, par les acteurs sociaux, comme minimalement concordants. Depuis le second semestre 2004, la CMS réalise des mobilisations « de pression » dont l'objectif est de mener le gouvernement à donner suite à une série de réformes. Elles ont parfois pris la forme de mobilisations d'« opposition ». Ainsi, la réforme des retraites des fonctionnaires publics a donné lieu à un ensemble de contestations de syndicats de fonctionnaires publics, particulièrement structurés dans la ville de Brasília. Les environnementalistes ont, en outre, manifesté une opposition croissante au gouvernement, en particulier à la suite du projet de commercialisation des OGM (organismes génétiquement modifiés).

36. CMS, 2006, *Carta da Coordenação dos movimentos sociais. Com a unidade e a força dos movimentos sociais, o Brasil vai mudar* [Lettre de la coordination des mouvements sociaux. Avec l'unité et la force des mouvements sociaux, le Brésil changera], 5^e Plenária Nacional da Coordenação dos Movimentos Sociais [Cinquième assemblée générale nationale de la Coordination des mouvements sociaux], Guararema, 11 novembre, mimeo.

les projets gouvernementaux, tantôt pour soutenir le président lorsque ce dernier était déstabilisé. Les démonstrations de soutien à Lula, comme les mobilisations plus ouvertement protestataires, constituent des actions collectives au cours desquelles une redéfinition de la politique économique et des interlocuteurs privilégiés par l'exécutif national était revendiquée. Lors de l'élection présidentielle, la légitimation populaire « donnée » au gouvernement par l'investissement des rues a, en effet, permis aux organisations sociales de réclamer un « contre-don », c'est-à-dire une réorientation des priorités politiques de l'exécutif³⁷. Cette étude de cas invite, ainsi, à ne pas exclure du champ de l'analyse des mouvements sociaux des mobilisations n'ayant, en apparence, pas pour objectif de contester les autorités publiques, tout en ne les appréhendant pas à partir des seuls effets symboliques, de légitimation du pouvoir. Une analyse de ce type d'action collective pour elle-même permet de mettre en lumière que le soutien peut comporter ou mener à la contestation. La manifestation explicite d'une opposition ne constitue pas nécessairement la seule forme d'action collective privilégiée par les acteurs sociaux pour s'opposer à l'action institutionnelle, selon le type d'État, les acteurs au pouvoir et les dynamiques propres à l'espace des mouvements sociaux. Aussi peut-on se demander si les définitions de la notion de mouvement social privilégiant le caractère ouvertement oppositionnel des actions collectives ne tendent pas à restreindre et à figer l'analyse de stratégies évolutives et fluctuantes.

Liste des sigles et acronymes

CMS	Coordenação dos movimentos sociais [Coordination des mouvements sociaux]
CUT	Central Única dos Trabalhadores [Centrale unique des travailleurs]
DF	District fédéral
LBL	Liga Brasileira de Lesbicas [Ligue brésilienne des lesbiennes]
MCLR	Movimento dos Catadores de Lixo Reciclável [Mouvement des collecteurs de déchets]
MMC	Movimento de Mulheres Camponesas [Mouvement de femmes paysannes]
MNDH	Movimento Nacional de Direitos Humanos [Mouvement national des droits humains]
MST	Movimentos dos trabalhadores sem terras [Mouvement des travailleurs sans Terres]
MTD	Movimento dos Trabalhadores Desempregados [Mouvement des travailleurs chômeurs]
PDT	Partido democrático trabalhista [Parti démocrate travailliste]
PSDB	Partido da Social Democracia Brasileira [Parti de la social-démocratie brésilienne]
PT	Partido dos trabalhadores [Parti des travailleurs]
UNE	União Nacional dos Estudantes [Union nationale des étudiants]

37. Les mobilisations ont été commentées dans un article du journal *Brasil de Fato* dont le titre nous semble particulièrement révélateur de la relation de don/dette politique : *Movimentos sociais querem « cobrar a fatura »* [Les mouvements sociaux veulent recouvrer la facture], *Brasil de Fato*, 16 au 22 novembre 2006, n° 194.

Bibliographie

- Bennani-Charbi, Mounia et Olivier Fillieule, 2003, «Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore», dans Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule (sous la dir. de), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 43-126.
- CEPAT (Centro de Pesquisa e Apoio ao Trabalhadores), 2006, «*O Brasil e o Paraná que saem da urnas. Análise e interpretação das eleições 2006*» [Le Brésil et le Paraná qui sortent des urnes. Analyse et interprétation des élections de 2006], Curitiba, miméo.
- Cigolini, Adilar, Francisco Mendonça et Irani Dos Santos, 2007, «La réélection de Lula et la gauche au Brésil», *ÉchoGéo*, consulté sur Internet (<<http://echogeo.revues.org/index852.html>>) le 9 septembre 2008.
- Dagnino, Evelina, 2000, «Cultura, cidadania e democracia. A transformação dos discursos e práticas na esquerda latinoamericana» [Culture, citoyenneté et démocratie. La transformation des discours et pratiques de la gauche latino-américaine], dans Sonia Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar (sous la dir.de), *Cultura e política nos movimentos sociais latino-americanos. Novas leituras* [Culture et politique dans les mouvements sociaux latino-américains. Nouvelles lectures], Belo Horizonte, Editora UFMG, p. 61-102.
- Doimo, Ana Maria, 1994, *A vez e a voz do popular. Movimentos sociais e participação no Brasil pos-70* [Le temps du populaire. Mouvements sociaux et participation dans le Brésil post-1970], Rio de Janeiro, Relume Dumará, Anpocs.
- Fillieule, Olivier, 1997, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Fillieule, Olivier, 2009, «De l'objet à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux?», *Politique et Sociétés*, vol. 28, n° 1, p. 30-31.
- Georgi, Franck, 1995, «Le pouvoir est dans la rue. La "manifestation gaulliste" des Champs Élysée (30 mai 1968)», *Vingtième siècle*, vol. 48, p. 46-60.
- González Alemán, Marianne, 2008, «Le premier retour de Perón: charisme et mobilisation populaire en novembre 1972», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, [Nouveau monde mondes nouveaux], consulté sur Internet (<<http://nuevomundo.revues.org/index39102.html>>) le 30 septembre 2008.
- Hermet, Guy, 2001, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique (XIX-XX^e siècle)*, Paris, Fayard.
- Hochstetler, Kathryn, 1997, «Democratizing Pressures from Below? Social Movements in New Brazilian Democracy», communication au congrès LASA, Guadalajara, Mexique, 17-19 avril, consulté sur Internet (<<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/lasa97/hochstetler.pdf>>) le 10 septembre 2010.
- Hochstetler, Kathryn, 2004, «Civil Society in Lula's Brazil», *Oxford Centre for Brazilian Studies*, Working Paper CBS-57-2004.
- Mathieu, Lilian, 2002 «Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux», *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, p. 75-100.
- Mathieu, Lilian, 2004, *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel.
- Mathieu, Lilian, 2007, «L'espace des mouvements sociaux», *Politix*, vol. 1, n° 77, p. 131-151.
- Meneguello, Rachel, 1991, *PT: a formação de um partido, 1979-1982* [PT: la formation d'un parti, 1979-1982], Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- Neveu, Erik, 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. «Repères».

- Rocha, Daniela de Castro, 2007, *Le Parti des travailleurs à l'épreuve du pouvoir. Le PT dans le District fédéral au Brésil (1980-2000)*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- Rodrigues, Iram Jácome, 1997, *Sindicalismo e política. A trajetória da CUT* [Syndicalisme et politique. La trajectoire de la CUT], São Paulo, Scritta/FAPESP.
- Sa Vilas Boas, Marie-Hélène, 2006, « L'institutionnalisation partisane: une analyse des *setorial* femmes du Parti des travailleurs à São Paulo », *Cahiers des Amériques latines*, n° 48-49, p. 187-202.
- Sader, Eder, 1988, *Quando novos personagens entraram em cena: experiências e lutas dos trabalhadores da grande São Paulo* [Quand de nouveaux acteurs sont entrés en scène: expériences et luttes des travailleurs du grand Sao Paulo], Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- Sader, Emir, 2006, « Lula de novo » [Lula, à nouveau], *Outro Brasil* [Autre Brésil], le 1^{er} novembre 2006, consulté sur Internet (<www.outrobrasil.net>) le 10 décembre 2006.
- Sawicki, Frédéric, 1997, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.
- Snow, David A. et Robert D. Benford, 1988, « Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization. From Structure to Action, Comparing Social Movements Across Cultures », *International Social Movement Research Review*, Greenwich (CT) et Londres, JAI Press Ltd, vol. 1, p. 197-217.
- Tartakowski, Danielle, 1998, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, coll. « Historique », p. 191-202.
- Tilly, Charles, 1984, « Les origines du répertoire de l'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, n° 4, p. 89-108
- Tilly, Charles, 1986, « Action collective et mobilisation individuelle », dans Pierre Birnbaum et Jean Leca (sous la dir. de), *Sur l'individualisme*, Presses de Sciences Po, p. 213-237.
- Tilly, Charles, 1994, « Social Movements and National Politics », dans Charles Bright et Harding Suzan (sous la dir. de), *Statemaking and Social Movements*, Ann Arbor, University of Michigan Press, p. 297-317.
- Teixera, Ana, Evelina Dagnino et Carla Ameida, 2002 « La constitución de la sociedad civil em Brasil » [La constitution de la société civile au Brésil], dans Evelina Dagnino (sous la dir. de), *Sociedad civil, esfera pública y democratización en América Latina: Brasil* [Société civile, sphère publique et démocratisation en Amérique latine-B Brésil], Mexique, Fondo de Cultura Economica, Editora Unicamp, p. 21-76.